

# « REPRESENTATIONS SOCIALES EN LIEN AVEC LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION DANS L'ADMINISTRATION MALIENNE ».

**Balla FOFANA**

*Enseignant-chercheur*

*Faculté des Sciences humaines et des Sciences de l'Éducation (FSHSE)*

*Université Yambo Ouologuem de Bamako (UYOB)*

+223.76.11.61.16

*fofanaballa40@yahoo.fr*

**Bengaly GUINDO**

*Enseignant-chercheur*

*Faculté des Sciences Administratives et Politiques (FSAP),*

*Université Kurukanfuga de Bamako (UKB)*

*bengalyguindo@yahoo.fr*

+223.76.21.91.88

## Résumé

*Cette étude a pour objectif d'identifier les représentations sociales de la corruption dans les Administrations ouest africaines spécifiquement dans les services administratifs maliens. Pour cela, la corruption touche tous les secteurs économiques au Mali. En effet, les 26,0% des enquêtés détenteurs de certificat d'aptitude professionnelle attestent d'avoir habitude de corrompre les agents de la justice, de la police, de la gendarmerie et des agents de l'Administration générale. A cet effet, ils ont confirmé qu'ils étaient obligés de soudoyer les services mentionnés dans une dynamique d'avoir leurs dossiers. La lenteur des dossiers pousse tantôt les usagers de corrompre les prestataires des services.*

*De même, les 21,4% et 19,8% des enquêtés respectivement détenteurs de Licence et Master ont témoigné leurs attitudes corruptrices lors de dépôt de leurs dossiers pour participer au concours d'entrée à la Fonction publique. Aussi, les 26,6%, 26,0%, 24,5% et 22,9% des enquêtés ont attesté que la corruption est à la base du terrorisme, de l'injustice, du chômage et à la pauvreté au Mali. Ils ajoutent que la corruption érode l'économie nationale et détruit la cohésion sociale; c'est pourquoi l'État doit y combattre inlassablement.*

*De surcroît, la plupart des enquêtés recommandent l'État la mise en place de quatre principes afin de minimiser soit d'éradiquer la corruption dans la sphère administrative malienne. Pour cela, les enquêtés demandent à l'État de se focaliser sur la sensibilisation des Fonctionnaires, la hausse de leurs salaires et un intense contrôle de différents services administratifs. Puis, ils demandent à l'État de punir sévèrement les corrupteurs et les corrompus afin d'assainir l'Administration malienne.*

**Mots clés :** Mali, représentations sociales, gouvernance, corruption.

## Summary

*This study aims to identify social perceptions of corruption in West African administrations, specifically in Malian administrative services. Corruption affects all economic sectors in Mali. Indeed, 26.0% of respondents holding a professional aptitude certificate attest to having a habit of bribing justice, police, gendarmerie, and general administration officials. To this end, they confirmed that they were forced to bribe the aforementioned services in order to obtain their files. The slow processing of files sometimes pushes users to bribe service providers.*

*Similarly, 21.4% and 19.8% of respondents with Bachelor's and Master's degrees respectively testified to their corrupt attitudes when submitting their applications to participate in the civil service entrance exam. Also, 26.6%, 26.0%, 24.5% and 22.9% of respondents attested that corruption is the basis of terrorism, injustice, unemployment and poverty in Mali. They added that corruption erodes the national economy and destroys social cohesion; this is why the State must fight it tirelessly.*

*Furthermore, most respondents recommend that the government implement four principles to minimize or eradicate corruption in the Malian administrative sphere. To this end, respondents ask the government to focus on raising awareness among civil servants, increasing their salaries, and intense monitoring of various administrative services. They then ask the government to severely punish corruptors and the corrupted in order to clean up the Malian administration.*

**Keywords :** *Mali, social representations, governance, corruption.*

## Introduction

Ce faisant, les représentations sociales constituent le fondement de la réalité sociale, consensuelle, de l'orientation des communications et des conduites. En effet, elles peuvent être étudiées dans un contexte des informations, des valeurs, des opinions qui sont en coordination avec les principes organisateurs sociaux comme les attitudes, les normes et autres (Fofana B, 2022 : 67). Pour cela, les représentations sociales sont en rapport avec toutes nos relations sociales, culturelles, politiques, économiques, etc.

Quant à la gouvernance, elle désigne l'ensemble de processus, des pratiques, etc. qui renvoient à la gestion des biens, des services et l'exercice du pouvoir ; elle s'oppose aux pratiques avilissantes comme la corruption, la concurrence déloyale, le népotisme et leurs dérivés. En effet, la corruption, la concurrence déloyale, le népotisme et leurs dérivés sont les monnaies courantes dans les Administrations ouest africaines spécifiquement l'Administration malienne.

En outre, les principes démocratiques exigent la bonne gouvernance, l'exercice du pouvoir et l'application stricte des lois, etc. C'est la raison pour laquelle l'État malien s'est engagé pour lutter inlassablement contre la corruption dans la sphère administrative.

## 1. Problématique et cadre théorique

### 1.1 Problématique

Dans une perspective historique, les gouvernances traditionnelles en Afrique de l'ouest ont cédé la place à la colonisation et le commerce transatlantique au début du XVe siècle. En effet, les Trois Empires qui se sont succédé à l'Afrique de l'ouest sont :

- ✓ l'Empire du Ghana : du IIIe au XIIIe siècle ;
- ✓ l'Empire du Mali : du XIIIe au XVe siècle ;
- ✓ et l'Empire Songhoy : du XVe au XVIe siècle.

À cet effet, le déclin de l'Empire du Mali coïncida avec le début du commerce transatlantique : du XVe au XIXe siècle (Fofana B, 2022 : 27). Ce commerce transatlantique a déshumanisé le continent noir pendant quatre siècles, d'où le retard de l'Afrique au plan social, politique, économique et autres.

Quant à la colonisation, elle s'est soldée par la décolonisation et les indépendances conditionnées des pays ouest africains. En effet, les années 1990 marquent l'essoufflement de la démocratie et ses dérivés comme la corruption, la concurrence déloyale, le népotisme, etc.

Face à la dangerosité de la corruption que les Autorités de la Transition malienne ont renforcé le mécanisme juridique afin de dissuader les corrupteurs et les corrompus d'abandonner leurs pratiques avilissantes qui érodent l'existence même d'une société.

Quels sont les niveaux d'études des corrupteurs ? Comment les corrupteurs et les corrompus se rencontrent-ils dans l'Administration malienne ? Quels sont les méfaits de la corruption à l'encontre de l'économie malienne ? Quelles sont les solutions envisageables pour pallier la corruption dans la sphère administrative au Mali ?

### 1.2 Cadre théorique

Les concepts « représentations sociales » sont perçus chez Gustave comme: « ...un processus, un statut cognitif permettant d'appréhender les aspects de la vie ordinaire par un recadrage de nos propres conduites à l'intérieur des interactions sociales.» Pour cela, les représentations sociales jouent un rôle fondamental quotidiennement

dans les relations sociales et pratiques des sociétés humaines (Abric, 1995 :p.15). Ainsi, les sociétés humaines ont été tout le temps avec les «représentations sociales», car elles ont une répercussion sur les attitudes et les conduites des hommes ; par conséquent, leur connaissance est nécessaire pour tous.

### **1.3. Méthodologie**

Pour Paul N'dal : « La méthodologie rappelle le cadre opératoire construit, les matériels humains ou autres, sur lequel a porté l'étude ainsi que les instruments de collecte des données » (2015, p.43).

#### **1.3.1 Populations enquêtées**

Les populations retenues pour cette étude sont les usagers des services économiques et financiers, les usagers de justice, les usagers des services administratifs et les usagers des services de la police et de la gendarmerie. L'enquête sur le terrain s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 30 janvier 2025.

#### **1.3.2 Échantillon**

La technique de l'échantillonnage par quotas que nous avons choisie est appliquée aux quatre (04) couches sociales qui sont directement concernées par cette étude. Ce choix nous a permis d'aborder toutes les populations concernées par cette étude.

Par surcroît, les populations cibles sont les usagers des services économiques et financiers, les usagers de justice, les usagers des services administratifs et les usagers des services de la police et de la gendarmerie.

À cet effet, la taille de l'échantillon et techniques de sondage :

$$n = \frac{t^2 \times p(1 - p)}{e^2}$$

La taille de l'échantillon est fixée à 192 individus répartis entre les quatre(04) couches sociales concernées par cette étude. Elle a été déterminée par la méthode des proportions et calculée de la façon suivante:

✓ **n**= taille de l'échantillon attendu ;

- ✓ **t**= niveau de confiance déduit du taux de confiance (traditionnellement **1,96** pour un taux de confiance de **95%**), loi normale centrée réduite ;
- ✓ **p**= proportion estimative de la population présentant la caractéristique étudiée dans l'étude ;
- ✓ **e**=marge d'erreur (traditionnellement fixée à **5%**).

Ainsi,  $n = 1,96 \times 1,96 \times 0,5 (1-0,5) / (0,05 \times 0,05) = 384$ . Alors, **384x0,5=192** individus, hommes et femmes. (Thèse de B Fofana, avril 2022).

La taille de l'échantillon par strate fixée à l'identique (**48** usagers des services économiques et financiers, **48** usagers de justice, **48** usagers des services administratifs **et 48** usagers des services police et gendarmerie) permet d'une représentativité de toutes les populations concernées par cette étude.

*Tableau 1 : relatif aux strates concernées par les méfaits de la corruption*

| <b>SEXES</b> | Usagers services économiques et financiers | Usagers de justice | Usagers services administratifs | Usagers services police et gendarmerie | <b>TOTAUX</b> |
|--------------|--------------------------------------------|--------------------|---------------------------------|----------------------------------------|---------------|
| Hommes       | 24                                         | 24                 | 24                              | 24                                     | 96            |
| Femmes       | 24                                         | 24                 | 24                              | 24                                     | 96            |
| Total        | <b>48</b>                                  | <b>48</b>          | <b>48</b>                       | <b>48</b>                              | <b>192</b>    |

**Source** : Dr B Fofana et Dr B Guindo, janvier 2025.

À l'issue de cette étude, chaque strate de la société est représentée par 48 individus, soit 48 usagers des services économiques et financiers, 48 usagers des services de Justice, 48 usagers des services administratifs et 48 usagers des services de la Police et de la Gendarmerie, ce qui fait un total de **192** personnes de notre échantillon.

De surcroît, le logiciel que nous avons choisi pour le traitement des données est le Sphinx, car il permet de traiter rapidement les données en sciences sociales.

### ***1.3.3 Instruments de recueil des données***

En vue de recueillir les données nécessaires à cette étude, nous avons puisé nos informations dans les documents dont les références bibliographiques rendent compte, puis nous avons soumis un questionnaire à tous les enquêtés et l'observation complète ces deux techniques.

### ***1.3.4 Recherche documentaire***

La recherche documentaire a consisté à recourir aux documents afin d'appréhender l'objectif recherché par le chercheur. En effet, au cours de la rédaction de notre sujet, nous avons procédé à la recherche documentaire dans la bibliothèque nationale du Mali.

Aussi, nous avons procédé à une recherche webographie qui nous a permis d'avoir beaucoup de données relatives à la gouvernance et à la corruption dans les services administratifs maliens.

### ***1.3.5 Enquête par questionnaire***

L'enquête a permis non seulement de mesurer des opinions ou des comportements, de décrire les caractéristiques d'une population ayant une opinion ou un comportement, aussi, elle se rattache à une vision strictement positive et empiriste, inspirée des sciences de la nature.

En plus, au-delà du simple décompte d'individus émettant une opinion ou faisant état d'un comportement, elle vise à tester des hypothèses et à illustrer des théories par la mise en évidence de corrélation entre des variables (Pascale Hebel, 2017).

Le questionnaire a pour objectif de mesurer un phénomène et de chercher les relations que celui-ci entretient avec d'autres types des données afin d'expliquer l'objet étudié. L'utilisation des chiffres n'a donc pas seulement une fonction descriptive, de mesure de la réalité objective à un moment donné, mais une fonction explicative, à partir de l'étude des relations statistiques entre les données (Pierre B., 2011).

### ***1.3.6 Observation***

L'observation est une constatation exacte d'un fait à l'aide de moyens d'investigation et d'étude appropriés à cette constatation. (Madeleine G : 2004). Pour cela, nous précisons que notre observation était directe, car nous sommes le témoin de beaucoup de cas de corruption au Mali.

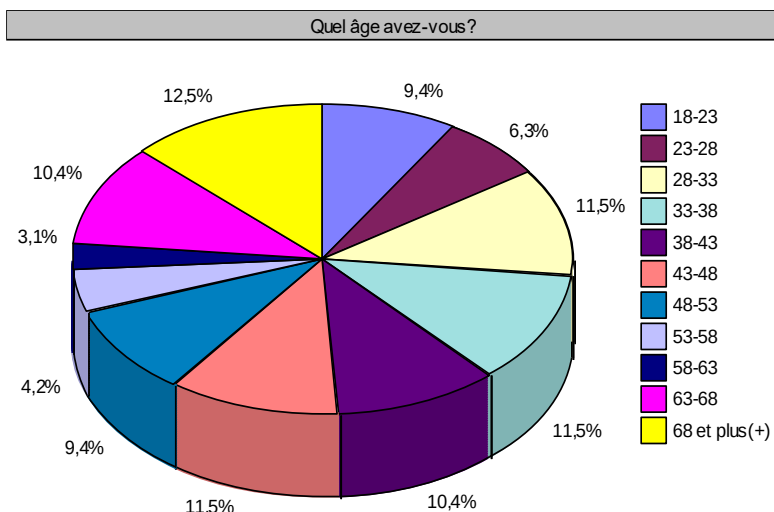
### ***1.3.7 Modes de traitement des données***

Nous avons procédé par un élagage des informations puis nous avons choisi la méthode quantitative, fondée sur la technique de quotas. La technique de quotas nous a permis d'avoir un échantillon représentatif de la population enquêtée. Cette méthode nous a permis d'élaborer notre questionnaire et d'aborder nos enquêtés avec des questions ouvertes, semi-fermées, etc.

Après avoir recueilli les données sur le terrain, nous avons procédé au dépouillement et au traitement des données. En effet, nous avons utilisé le Sphinx pour le traitement des données, car il permet aux chercheurs de traiter et d'analyser rapidement les données statistiques à la base des tableaux soit des graphiques, etc.

### 1.3 Principaux résultats

Graphique 1 : relatif à la tranche d'âge des enquêtés



**Source :** Dr B Fofana et Dr B Guindo, janvier 2025.

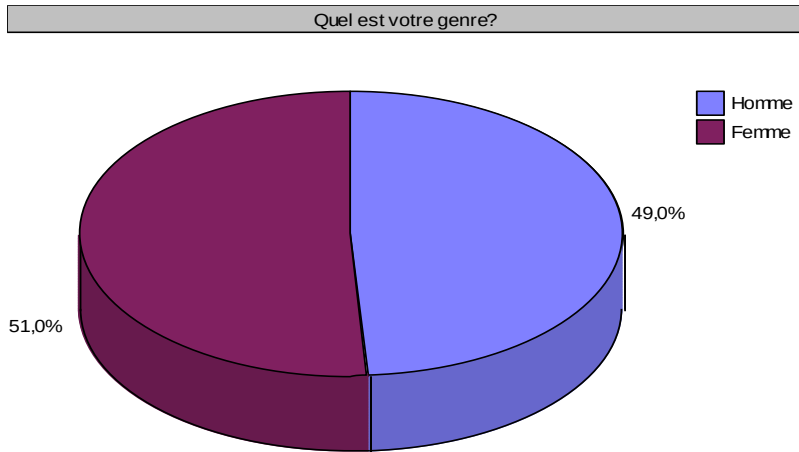
À l'issue de ce graphique, il s'avère que l'âge réel au Mali pour participer aux processus électoraux et aux concours d'entrée à la Fonction publique varie entre 18 à 23 ans, c'est-à-dire l'âge requis pour voter et faire le concours d'entrée à la Fonction publique, est 18 ans. En effet, la participation aux opérations de vote suscite un engouement chez les acteurs sociaux et cela varie de 68 ans et plus (+) surtout s'ils ont un dévolu sur un présumé candidat nationaliste.

De surcroit, l'âge limite de participer aux différents concours d'entrée à la Fonction publique malienne varie aux dépens du diplôme des candidats. Pour cela, l'âge limite de participer aux concours pour les détenteurs de PhD est 45 ans. En ce qui concerne les détenteurs de Master et Licence, l'âge limite est 43 ans. L'âge limite pour les détenteurs de BTS et BT est 38 ans. L'âge limite pour les détenteurs du Certificat d'aptitude professionnelle est 36 ans.



Ainsi, cette innovation dans la Fonction publique malienne est l'œuvre des Autorités de la Transition. C'est une innovation qui a été bénéfique pour beaucoup de candidats qui étaient frappés par question d'âge.

*Graphique 2 : relatif au genre des enquêtés*



**Source :** Dr B Fofana et Dr B Guindo, janvier 2025.

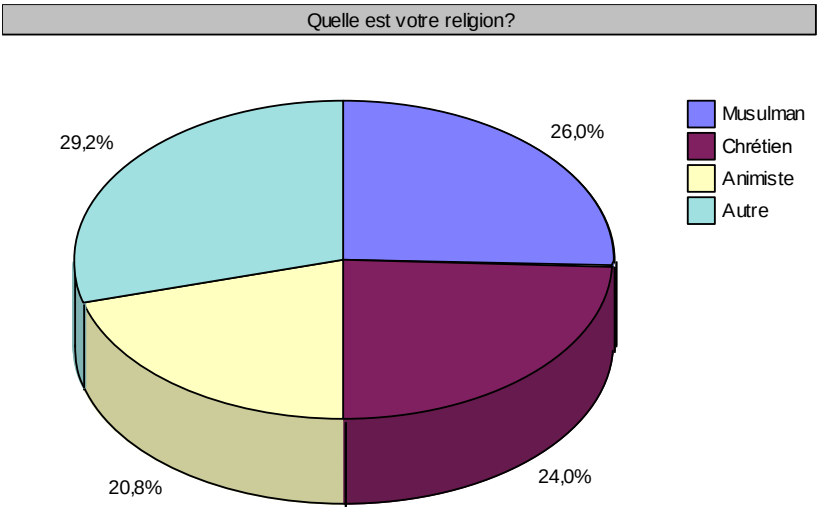
Le graphique relatif au genre des enquêtés, illustre que les hommes répondants sont 47 soit 49%. Quant aux femmes, elles sont 49 soit 51%. Cet écart peut être expliqué à un engouement des femmes lors des opérations de vote et leur participation aux différents concours d'entrée à la Fonction publique, etc.

De même, les femmes sont dynamiques plus que les hommes lors des opérations de vote et même lors de concours d'entrée à la Fonction publique. En effet, les trente dernières années de la vie démocratique illustrent le dynamisme des femmes maliennes lors des élections, car les hommes politiques faisaient porte à porte pour mobiliser les femmes afin qu'elles puissent aller voter.

Par ailleurs, les hommes ne sont pas tellement motivés lors des opérations de vote sauf la jeunesse. À cet effet, les jeunes sont motivés lors des opérations de vote, car les politiques maliens de trente

dernières années procédaient à soudoyer les jeunes ainsi que les femmes, d'où la facilité de leur mobilisation en périodes des élections. Ainsi, la corruption est une monnaie courante dans toutes les sphères administratives au Mali et sa lutte est une exigence morale pour tous les acteurs politiques.

*Graphique 3 : relatif à la croyance religieuse des enquêtés*



**Source :** Dr B Fofana et Dr B Guindo, janvier 2025.

À travers ce graphique, il est observable que les enquêtés sont musulmans, chrétiens, animistes et autres. En effet, 26% sont musulmans, 24% sont chrétiens et 20,8% sont animistes.

Quant aux autres, ils sont 29,2%. Il s'agit des enquêtés qui pratiquent les deux religions à la fois, c'est-à-dire ils sont musulmans et animistes concomitamment soit chrétiens et animistes à la fois.

De même, les 29,2% des enquêtés, pratiquent concomitamment les deux religions. De ce fait, certains sont musulmans mais ils pratiquent également l'Animisme, d'où une ambiguïté au sujet de leur statut religieux. Soit certains sont chrétiens et animistes à la fois.

Aussi, les 26% des enquêtés sont musulmans. En effet, ce statut musulman n'empêche pas les corrupteurs et les corrompus de pratiquer la corruption, car elle devient de plus en plus un quotidien des Maliens.

De surcroît, les 24,0% des enquêtés sont chrétiens et leur statut chrétien ne leur empêche pas de corrompre, car ils sont exposés. La corruption devient de plus en plus un virus dans la sphère administrative malienne, d'où la raison de sa lutte par les Autorités maliennes.

Quant aux 20,8% des enquêtés, ils sont animistes mais ce statut ne leur empêche pas de corrompre. En effet, certains agents administratifs obligent toutes les catégories sociales de leur soudoyer.

*Tableau 2 : relatif aux niveaux d'instructions des demandeurs des services étatiques*

| Q4 Quel est votre niveau d'instruction? | Nb. cit. | Fréq. |
|-----------------------------------------|----------|-------|
| BAC                                     | 31       | 16,1% |
| CAP                                     | 50       | 26,0% |
| LICENCE                                 | 41       | 21,4% |
| MASTER                                  | 38       | 19,8% |
| AUTRES.                                 | 32       | 16,7% |
| TOTAL OBS.                              | 192      | 100%  |

**Source :** Dr B Fofana et Dr B Guindo, Janvier 2025.

La corruption concerne tous les niveaux d'instruction au Mali. En effet, les pourcentages sont importants chez les usagers détenteurs du cap, de licence et master plus que les autres diplômés. De ce fait, 50 individus détenteurs de Certificat d'aptitude professionnelle soit 26,0% ont attesté qu'ils avaient habitude de corrompre les agents de la Justice, de la Police, de la Gendarmerie, de l'Administration générale pour avoir leurs dossiers dans les services susmentionnés. Ils ont justifié que la lenteur de leurs dossiers qui leur avait obligé de corrompre.

Aussi, 41 individus, détenteurs de la Licence soit 21,4% ont témoigné leurs attitudes corruptrices à maintes reprises dans les services étatiques susmentionnés à cause des comportements des agents. En effet, la corruption est une monnaie courante dans les services étatiques même si certains se cachent pour la faire selon les enquêtés.

De même, 38 enquêtés soit 19,8% détenteurs de Master ont attesté qu'ils étaient obligés de corrompre lors de leur dépôt des dossiers pour participer à certains concours. La lenteur des dossiers a été un facteur pour eux de corrompre pour diligenter leurs dossiers.

Outre, 32 individus soit 16,7% ont confirmé qu'ils avaient habitude de corrompre aux niveaux de certains services comme les mairies et les centres de santé pour diligenter leurs situations. De plus, 31 individus soit 16,1% détenteurs du BAC ont témoigné qu'ils avaient habitude de corrompre lors de leur participation aux différents concours d'entrée à la police, à la gendarmerie et à l'Armée nationale, etc.

*Tableau 3 : relatif aux rencontres des usagers et prestataires étatiques*

| Q5 Comment les usagers et les prestataires se rencontrent-ils ? | Nb. cit. | Fréq. |
|-----------------------------------------------------------------|----------|-------|
| ADMINISTRATION                                                  | 37       | 19,3% |
| POLICE/GENDARMERIE                                              | 49       | 25,5% |
| JUSTICE                                                         | 53       | 27,6% |
| FINANCE.                                                        | 53       | 27,6% |
| TOTAL OBS.                                                      | 192      | 100%  |

**Source :** Dr B Fofana et Dr B Guindo, janvier 2025.

Les lieux des rencontres sont les services susmentionnés dans le tableau. En effet, les usagers et les prestataires des services peuvent se rencontrer ailleurs. Par surcroit, les 53 individus usagers des services de

la justice soit 27,6% enquêtés et 53 usagers des services du Ministère de Finance soit 27,6% enquêtés, ont attesté qu'ils ont rencontré les agents dans les services respectifs susmentionnés.

Outre, les 49 individus usagers des services de la police et de la gendarmerie soit 25,5% ont témoigné que les actes de corruption ont eu lieu dans les services susmentionnés respectifs. En effet, ces services poussent même les usagers à poser des actes de la corruption.

De même, les 37 individus usagers des services de l'Administration générale soit 19,3% enquêtés ont confirmé qu'ils étaient contraints à maintes reprises de corrompre les agents dans les différents services administratifs afin de diligenter leurs dossiers. Ils ont ajouté que la lenteur des dossiers aux différents services étatiques poussent les usagers de corrompre les agents, car les agents jugent insignifiant leurs salaires, etc.

Ainsi, les enquêtés demandent aux Autorités actuelles de rehausser les salaires des agents de l'État puis permettre aux usagers des services étatiques d'aller déposer leurs plaintes relatives aux cas de corruption et de divers abus du pouvoir de la part des différents agents prévaricateurs. C'est la seule façon de pallier soit minimiser la corruption dans les différents services étatiques maliens.

*Tableau 4 : relatif aux méfaits de la corruption à l'économie nationale*

| Q6 Quels sont les méfaits de la corruption à l'économie ? | Nb. cit. | Fréq. |
|-----------------------------------------------------------|----------|-------|
| INJUSTICE                                                 | 50       | 26,0% |
| CHÔMAGE                                                   | 47       | 24,5% |
| PAUVRETÉ                                                  | 44       | 22,9% |
| TERRORISME.                                               | 51       | 26,6% |
| TOTAL OBS.                                                | 192      | 100%  |

**Source :** Dr B Fofana et Dr B Guindo, janvier 2025.

La corruption érode l'économie nationale, car elle désorganise la société et active les tensions entre les communautés comme les maux susmentionnés dans le tableau 4. En effet, les 51 individus usagers des services étatiques soit 26,6% des enquêtés ont témoigné que la corruption crée une grande disparité entre les communautés d'une même nation et radicalise d'autres communautés, d'où le terrorisme actuel en Afrique subsaharienne.

De ce fait, les 50 individus usagers des services étatiques soit 26,0% des enquêtés ont confirmé que la corruption provoque l'injustice et active des tensions entre les citoyens d'une même nation. De plus, les 47 individus usagers des services étatiques pensent que la corruption est à la base du chômage des jeunes, car elle détruit l'économie nationale et crée un fossé entre les individus d'une même nation.

Par surcroît, les 44 individus usagers des services étatiques soit 2,9% des enquêtés pensent que la corruption dans les services étatiques maliens sont à la base de la pauvreté et au terrorisme en Afrique subsaharienne notamment au Mali. En effet, la pauvreté expose les individus à tous les maux de la société comme le banditisme, le vol, le terrorisme et autres.

Aussi, pour éradiquer ce fléau dans la société malienne selon les enquêtés, il faut un renforcement de capacité des services de contrôle et une éducation citoyenne aux droits et devoirs citoyens. Ainsi, la lutte contre la corruption exige l'implication de tous les citoyens et une prise de lourdes sanctions à l'encontre des corrupteurs et des corrompus, etc.

*Tableau 5 : relatif aux solutions pour pallier la corruption dans la société malienne*

| Q7 Quelles sont les solutions envisageables pour pallier la corruption ? | Nb. cit. | Fréq. |
|--------------------------------------------------------------------------|----------|-------|
| SENSIBILISATION                                                          | 39       | 20,3% |
| PATRIOTISME                                                              | 46       | 24,0% |
| HAUSSE SALARIALE                                                         | 35       | 18,2% |
| CONTRÔLE                                                                 | 38       | 19,8% |
| CONDAMNATION.                                                            | 34       | 17,7% |
| TOTAL OBS.                                                               | 192      | 100%  |

**Source :** Dr B Fofana et Dr B Guindo, janvier 2025.

Les autorités ont déjà renforcé les services de contrôle. En effet, il faut l'enseignement du patriotisme à tous les niveaux, puis une augmentation salariale et une lourde sanction à l'encontre de tous les fonctionnaires prévaricateurs.

En plus, les 24,0% des enquêtés pensent que la solution pour pallier la corruption dans la sphère administrative au Mali passe par l'acte du patriotisme. L'éducation citoyenne au civisme, renforce l'esprit patriotique des citoyens dans une nation, d'où l'utilité de cette éducation au Mali.

Par surcroit, les 20,3%, 19,8%, 18,2% et 17, 7% des enquêtés pensent que la solution pour pallier la corruption dans la sphère administrative malienne passe par la sensibilisation, le contrôle des services administratifs, l'augmentation salariale et la condamnation des prévaricateurs et leurs complices au sein des services étatiques.

En outre, les pourcentages susmentionnés soit 76,0% des enquêtés estiment que la lutte contre la corruption au Mali exige certaines conditions à savoir :

- la sensibilisation des acteurs concernés, c'est-à-dire les usagers et les agents de différents services ;
- le renforcement de la capacité des services de contrôle afin qu'eux-mêmes ne soient pas corruptibles ;
- la hausse des salaires de tous les Fonctionnaires afin qu'ils puissent se démarquer de toute attitude corruptible, car un Fonctionnaire mal rémunéré est exposé aux tentatives de corruption ;
- et sanctionner durement tous les corrompus et corrupteurs, car ils sont tous responsables.

#### ***1.4.1 Discussion des résultats***

Conformément aux résultats obtenus, il s'est avéré que la lenteur des dossiers au sein de l'Administration publique, les négligences des agents de l'État lors de traitement des dossiers des usagers et autres, sont à l'origine de la corruption. La plupart de nos enquêtés suggèrent la sensibilisation, la hausse salariale, le contrôle strict, la condamnation et autres, afin que l'Administration malienne

soit assainie. De ce fait, les enquêtés attestent que la sensibilisation au sujet de méfaits de la corruption est un vecteur de dissuader des corrupteurs et des corrompus.

De même, certains enquêtés pensent que l'augmentation des salaires des agents de l'État et le renforcement strict des services de contrôle permettront aux Fonctionnaires de changer des comportements. En effet, le mauvais salaire et le non contrôle des agents sont les vecteurs de la corruption au sein de l'Administration malienne.

En outre, d'aucuns enquêtés pensent que l'augmentation salariale, la sensibilisation et le contrôle strict des services étatiques ne suffisent plus pour pallier la corruption dans l'Administration malienne plutôt il faut sanctionner les prévaricateurs et leurs complices. L'arrestation et la condamnation des corrupteurs et des corrompus seront un facteur de leur dissuader. En effet, la corruption, le népotisme, le favoritisme, l'injustice et ses dérivés sont les fidèles compagnons d'une démocratie qui est née dans la cité grecque.

Néanmoins, le sens originel de la démocratie, s'oppose à la mauvaise gouvernance, à la corruption et autres. La démocratie est fondée sur l'égalité, la justice, la bonne gouvernance, la répartition équitable des ressources des collectivités territoriales et autres. De ce fait, la démocratie prône le civisme, l'égalité de tous les citoyens et s'oppose à tout esprit prévaricateur, de l'injustice sociale, etc.

Ainsi, il est nécessaire de chercher à comprendre si les politiques de trente dernières années ne sont pas les complices de la montée grandissante de la corruption, l'incivisme et autres. À cet effet, la corruption est toujours d'actualité au Mali bien que les Autorités actuelles mettent les bouchées doubles. La corruption est un fléau qui érode l'économie nationale et sa lutte est une longue haleine, d'où l'engagement inconditionnel des Autorités de la Transition, etc.

## **Conclusion**

Dans une dimension de clarifier les méfaits de la corruption au sein des Administrations ouest africaines spécifiquement l'Administration malienne que nous avons rédigé cet article. Pour cela, la montée grandissante de la corruption dans l'Administration malienne



est l'une des défaillances des politiques publiques de trente dernières années de la vie démocratique.

Les Autorités maliennes renforcent le mécanisme juridique afin de lutter contre la corruption. À cet effet, la lutte contre la corruption exige l'enseignement du civisme, une hausse salariale et une prise de lourdes sanctions à l'encontre de tous les corrupteurs et les corrompus. La lutte contre la corruption est une lutte de longue haleine.

De surcroît, les causes de la corruption sont : la faille éducative aux principes démocratiques, le mauvais salaire des agents de l'État, le manque de sensibilisation, le manque de prise des sanctions dures à l'encontre des prévaricateurs et leurs complices. En effet, les défaillances susmentionnées résultent de l'injustice, la radicalisation, le terrorisme, etc.

Toutefois, les lecteurs attentifs constateront que cette étude a des lacunes, car nous n'avons pas pu aborder tous les aspects de la corruption dans les secteurs miniers. En effet, il faut une recherche approfondie et complémentaire aux différents secteurs privés notamment les secteurs miniers maliens.

Par ailleurs, il faut également une recherche approfondie dans les différentes familles maliennes afin de dresser un tableau statistique qui inventorie les causes de la corruption. Si la corruption est mal perçue socialement, il est nécessaire de comprendre que certains la perçoivent dans une dimension des réseaux relationnels, etc.

Par conséquent, notre recherche pourrait fournir des pistes d'intervention pour les Autorités maliennes afin de revoir les secteurs qui n'ont pas encore été touchés par la lutte contre la corruption. Ainsi, la lutte inlassable contre la corruption a une portée sociale, car elle permet de renflouer la caisse de l'État, de pallier l'injustice, la radicalisation de jeunes, le chômage, le terrorisme au Mali, etc.

## Références bibliographiques

**Abric J-C** (1995), *Psychologie des représentations sociales chez Gustave Éditions des archives contemporaines, Paris, p.15.*

**Abric J-C** (1994), *Pratiques sociales et représentations sociales, Paris, Presses universitaires de France, pp.187-204.*

- Fofana B**(2022), *Développement et processus électoraux au Mali de 1992 à 2018*. Thèse unique de doctorat, Université Félix Houphouët Boigny Cocody/Abidjan, pp.22-27.
- Grawitz M** (2004), *Lexique des sciences sociales*, Éditions Dalloz, Paris, pp.40-230.
- Fisher, G-N**, (1992), *Psychologie sociale de l'environnement*, Éditions DUNOD, Paris, p. 4.
- Hebel P** (2017), « Consommation et modes de vie » ; *Cahier de Recherche, CREDOC Paris*, N°291, pp.1-4.
- Moscovici S** (1961), *psychologie des représentations sociales*, Copyright 2019 Éditions des archives contemporaines, Paris, pp.5-20.
- N'da P** (2015), *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines : Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article*, Éditions Harmattan, Paris, pp.17-210.
- Nay O** (2011), *Lexique de science politique : vie et institutions politiques*, Éditions Dalloz, Paris, pp.40-180.
- Vérificateur Général** (2024), *Rapport Général*, Bamako, pp.5-87.